

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/SR.132(VIII)  
17 février 1967

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Huitième session  
Lagos, 13-25 février 1967

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA  
CENT TRENTE DEUXIEME SEANCE

Tenue au National Hall, à Lagos,  
le jeudi 16 février 1967, à 9 h 35

Président : M. AYIDA (Nigeria)  
Secrétaire : M. SYLLA

SOMMAIRE :

Coopération économique en Afrique (point 6 de l'ordre du  
jour) (suite)

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur deux exemplaires du compte rendu, qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible au Secrétaire de la Commission, M. A. Sylla, fonctionnaire chargé de la coordination des documents (bureau 180). Au besoin, les rectifications pourront être envoyées par la poste, après la session, au Bureau du Secrétaire de la Commission économique pour l'Afrique, P.O. Box 3001, Addis-Abéba (Ethiopie), où elles devront parvenir le 30 avril 1967 au plus tard.

L67-26

COOPERATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE (point 6 de l'ordre du jour)  
(Documents E/CN.14/346, E/CN.14/352, E/CN.14/351, E/CN.14/354, E/CN.14/366 et Corr.1, E/CN.14/386) (suite)

M. CHIMBA (Zambie) déclare que les années 1965-1966 ont été une période d'évolution pour l'Afrique. A la suite des efforts déployés en commun par les pays du continent, trois nouveaux Etats ont accédé à l'indépendance. Mais la gangrène de l'ignorance et du racisme, qui continue à opprimer la majorité de la population en Afrique du Sud, s'est étendue au nord, atteignant le Zimbabwe. Grâce à une action résolue de la part des nations africaines, cette maladie doit être définitivement jugulée.

Une bataille économique est également engagée sur le continent. Le barrage d'Assouan et d'autres réalisations importantes d'infrastructure ont été menées à bien ou amorcées : des raffineries de pétrole, des usines textiles, des fabriques d'engrais et de nombreuses autres industries ont surgi. De son côté, l'agriculture a connu des progrès étonnants. L'Afrique commence à devenir autre chose qu'un simple fournisseur de matières premières et elle espère voir couronnés de succès les efforts qu'elle déploie pour obtenir que les marchés mondiaux de produits de base soient plus stables.

Pour la Zambie, les années 1965-1966 ont été une période troublée, mais néanmoins intéressante. La déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie a été une source d'épreuves et de sacrifices. Mais sans l'appui des autres nations africaines, notamment de la République de Tanzanie, et sans les efforts déployés et les conseils dispensés par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Zambie aurait connu des difficultés plus grandes encore.

En ce qui concerne l'avenir, la Zambie considère les travaux préliminaires qui ont servi à poser les bases de la Communauté économique de l'Afrique de l'est comme un succès notable. Mais, si l'on veut atteindre les objectifs fixés à la Communauté envisagée, il faut

s'attacher sans tarder à développer l'infrastructure économique de la sous-région, oeuvre à laquelle la Banque africaine de développement (BAD) pourrait apporter une importante contribution. L'ouverture de nouveaux débouchés vers la mer à travers des pays voisins et amis représente une nécessité vitale pour le bon ordre du développement économique de la Zambie. Or chacun connaît les difficultés causées à cet égard par la déclaration unilatérale d'indépendance. La Zambie tient le Gouvernement britannique pour le seul responsable de cet acte et elle attend de la Grande-Bretagne que, lorsque les sanctions économiques commenceront à se faire sentir, elle tienne sa promesse de protéger l'économie zambienne de la ruine. La Zambie attend avec impatience les conclusions du Comité des 24 experts gouvernementaux nommé par le Secrétaire général des Nations Unies pour recommander un nouveau projet intéressant le commerce de transit des pays sans littoral, et elle espère que les participants à la session seront informés des progrès réalisés jusqu'à présent.

M. ASIODU (Nigéria) déclare que les mesures prises par le secrétariat de la CEA en application de décisions antérieures de la Commission, notamment de la résolution 142(VII), en vue de créer des institutions permanentes de coopération sous-régionale, sont très importantes. Les questions à examiner lors des discussions sur la coopération économique dans les sous-régions africaines, et par la suite sur le continent tout entier, sont les suivantes : amélioration des liaisons de transport et de communication; sources d'énergie plus abondantes et à meilleur marché; harmonisation industrielle et développement équilibré; abolition des obstacles au commerce; systèmes de paiement satisfaisants; coordination à long terme des politiques monétaires. De toute évidence, la principale impulsion à donner au développement africain doit venir de la ferme résolution des Africains à consentir des sacrifices et à travailler intensément.

Comment traduire par des programmes d'action efficaces les possibilités évoquées dans les excellents documents présentés par la Commission ? Dans l'examen de cette question, le représentant nigérien s'attachera en particulier à l'exemple de l'Afrique de l'ouest, en prenant comme point de départ les suggestions faites par le représentant du Dahomey à la séance précédente.

Les suggestions présentées à la page 43 du document E/CN.14/386 sont utiles et réalistes. La Nigéria espère qu'à la fin de la session on sera parvenu à un accord sur les délais précis à fixer pour la ratification de projets de protocoles d'association portant création de la Communauté économique de l'Afrique de l'ouest et pour la première réunion du Conseil intérimaire des ministres de cette communauté. Les formalités d'établissement des comités des transports, de l'énergie et de l'industrie doivent être achevées dans trois mois. Ensuite, il faudra procéder à la rédaction du traité portant création d'une communauté économique permanente de l'Afrique de l'ouest. En ce qui concerne l'industrie, les études préliminaires sur les possibilités de réalisation et les suggestions relatives au lieu d'implantation de ces industries émanant de la CEA doivent être acceptées comme base de travail. Il conviendra aussi de procéder à des études détaillées sur les caractéristiques techniques et sur les conditions économiques de réalisation des projets "bancables" et d'accepter le principe selon lequel la part qui revient à l'Afrique dans le coût des études nécessaires doit être financée en commun. Comme l'a dit le chef du gouvernement de la Nigéria, "tous les pays africains doivent se considérer comme des partenaires égaux".

Des progrès pourraient être réalisés immédiatement dans le domaine des transports. Dans le cadre des nouvelles institutions envisagées, il conviendrait de procéder à l'examen des conditions d'exécution et de financement des projets mentionnés dans le document E/CN.14/386.

Pour sa part, le Gouvernement nigérien mettra tout en oeuvre en vue d'exécuter les projets intéressant son territoire. Il importe, à cet égard, de synchroniser les réalisations. La CEA devra prêter son concours pour poser les bases de la fusion de certaines compagnies aériennes d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale. La Commission doit également collaborer avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'étude des possibilités de coopération en vue de l'utilisation des excédents d'électricité produits par le barrage de la Volta au Ghana et des excédents de gaz naturel qui restent inexploités en Nigéria. Il est indispensable d'explorer sans tarder les avantages qui découleraient d'un accroissement des échanges intra-régionaux de produits manufacturés et autres. A cet égard, il faut bien reconnaître que certains pays africains pratiquent une politique douanière discriminatoire qui favorise les pays européens et autres pays non africains au détriment des Etats du continent. En outre, l'altruisme est totalement absent de ce qu'il est convenu d'appeler l'aide accordée par certains pays, lesquels sont loin d'être équitables dans leur commerce avec les pays en voie de développement. L'Afrique doit secouer le sentiment trompeur de sécurité offert par le paternalisme d'un autre âge qui a cours dans les relations économiques internationales. Cette question demande à être discutée dans le cadre des institutions sous-régionales dont la création est proposée.

Mais la coopération économique ne doit pas concerner uniquement les activités nationales des pays africains. On pourrait implanter en Afrique des industries produisant pour l'exportation, à condition que les pays industrialisés soient disposés à être des partenaires véritables des pays en voie de développement. Il n'y a pas de raison pour que les entreprises de pays industrialisés qui importent des matières premières, telles que des bois tropicaux et des produits pétroliers, les transforment et réexportent les produits finis, n'implantent pas ces industries en Afrique et n'exportent pas de là vers leurs marchés traditionnels. Les avantages seraient ainsi partagés.

Y a-t-il une raison pour que le pétrole consommé en Afrique ne soit pas fourni par l'Algérie, la Libye, la Nigéria et d'autres pays africains ? Les pays industrialisés doivent reconnaître que l'intégration de l'Afrique serait à leur avantage comme à celui du continent. Il faut espérer que les pays africains pourront compter sur une coopération authentique du monde développé, non seulement au sein de la Commission et de l'Organisation des Nations Unies, mais aussi dans le cadre des accords de commerce spéciaux en vigueur.

M. DEBRAH (Ghana) rappelle que, pour s'efforcer de trouver de nouveaux débouchés aux produits des pays en voie de développement et aux articles des pays industrialisés qui sont nécessaires pour une croissance économique rapide des pays en voie de développement, le Ghana a organisé une des plus grandes foires commerciales qui aient jamais eu lieu en Afrique.

Le Ghana espère que la seconde moitié du XXème siècle sera l'ère de la coopération internationale et que le sort des pays en voie de développement retiendra l'attention. Bien que la coopération internationale suppose que chaque nation contribuera pour sa part à la prospérité générale de l'humanité, la plupart des pays en voie de développement ont encore besoin d'aide pour participer au progrès international. L'aide à l'Afrique peut revêtir trois formes : assistance pour l'acquisition de nouvelles connaissances techniques; compréhension à l'égard des problèmes du développement économique du continent et apport accru de capitaux étrangers, surtout sous forme de dons et de prêts à faible intérêt. L'Afrique souffre d'une pénurie de connaissances techniques modernes et, comme le disait l'ancien Président de la Banque mondiale, les grandes entreprises économiques d'Afrique sont complètement dominées par des non-Africains. Comme il faut que les pays africains soient en mesure d'établir leurs propres plans de développement économique, il convient de prévoir sérieusement la formation d'un personnel autochtone capable de les formuler et de les exécuter.

La solution du problème de l'éducation en Afrique revêt deux aspects : en premier lieu, les pays africains devront consacrer une plus grande fraction de leur revenu national aux programmes d'éducation et de formation et assurer l'utilisation la plus productive possible de la main-d'oeuvre disponible; deuxièmement, la famille des Nations Unies devra compléter les ressources en main-d'oeuvre de l'Afrique en fournissant une assistance massive dans le domaine de l'éducation et de la formation en vue du développement économique général.

L'Afrique espère que ses problèmes économiques seront compris. L'agriculture est le secteur le plus important de l'économie africaine et l'expérience a prouvé qu'une croissance rapide et continue ne peut être réalisée grâce à la seule exportation de produits de base. Les termes de l'échange se sont dégradés en Afrique et, au cours de la période 1950-1952, le continent a perdu pour plus de 5 milliards de dollars de devises. Il serait bien préférable, du point de vue psychologique, que les pays industrialisés acceptent de conclure des accords équitables sur les produits plutôt que de fournir une aide destinée à pallier l'absence d'une politique commerciale rationnelle.

Les pays développés peuvent montrer qu'ils sont pénétrés de l'esprit de cette nouvelle ère en augmentant leurs investissements en Afrique, mais l'esprit qui doit animer les investisseurs est celui de la deuxième moitié du XXème siècle. On ne saurait surestimer la nécessité impérieuse qui s'impose aux pays développés de fournir des sommes suffisantes sous forme de subventions, en plus de l'aide qu'ils apportent sous forme d'accords sur les produits et d'investissements en Afrique. Puisqu'ils désirent aider l'Afrique, comme ils l'ont souvent dit, les pays développés devraient être disposés à accepter la création d'un fonds de développement africain. Ils démontreront ainsi qu'ils acceptent l'ère de coopération internationale et qu'ils y participent.

Il faut reconnaître aussi que les pays africains peuvent trouver d'importants marchés pour leurs produits en Afrique même. Etant donné la difficulté qu'ils ont à trouver des débouchés sur les marchés étrangers,

il semble plus naturel qu'ils cherchent à développer la production et l'industrialisation en fonction des besoins des marchés intérieurs de l'Afrique. Il est certain que la demande de biens de consommation se développera dans les années à venir, de sorte qu'avec une stratégie du développement bien conçue et bien suivie pour les industries de biens d'équipement, il devrait être possible de beaucoup développer ce dernier secteur. C'est pourquoi le gouvernement ghanéen appuie sans réserve la politique de la CEA en matière de coopération économique, notamment si elle est menée de façon à ne pas toujours se limiter aux mêmes zones géographiques. On ne saurait sous-estimer, aux premiers temps de l'indépendance, la nécessité d'une planification coordonnée du développement. Une fois que l'on a pris l'habitude de ne pas coordonner les plans et qu'il existe des intérêts établis, il est beaucoup plus difficile d'instaurer une planification coordonnée. Du fait même de l'absence de développement antérieur, les perspectives de progrès économique coordonné se trouvent meilleures. A moins que les pays africains travaillent ensemble au développement industriel, ils ne pourront créer une industrie, ou ils ne créeront qu'une industrie inefficace qui limitera la possibilité d'accroître leurs revenus.

Les quatorze pays qui forment la sous-région de l'Afrique de l'Ouest doivent saisir l'occasion que leur offre la huitième session de la CEA de rétablir les liens de coopération économique qui existaient entre eux avant leur indépendance. Si, au lieu de suivre chacun sa route, ces pays avaient continué à travailler ensemble, ils auraient consolidé leur indépendance et trouvé plus de capitaux pour leur développement commun. Les pays qui ne l'ont pas encore fait, devraient donc souscrire au projet de protocole d'association pour l'établissement d'une Communauté économique ouest-africaine. A la longue, cette communauté aurait pour tâche, non seulement d'examiner les liens de coopération économique, mais aussi de renforcer les liens politiques. Le Ghana est prêt à partager avec le Togo, le Dahomey, la Côte-d'Ivoire et la Haute-Volta l'énergie électrique fournie par le barrage de la Volta, et rien ne le détournera de son intention de partager l'énergie électrique produite par ce barrage par autant



de membres de la sous-région que possible. Ne serait-il pas possible de transformer l'ancien projet ghanéen de réacteur atomique à des fins pacifiques en un projet multi-national ouest-africain, ce qui ferait qu'il serait plus facile de demander aux institutions internationales leur aide pour réaliser ce projet ? Le Ghana est prêt à collaborer avec les membres de la sous-région en ce qui concerne la production sidérurgique, la fabrication d'engrais et l'amélioration de la réglementation des transports routiers. Il faudra s'opposer à toute tentative qui serait faite pour diviser les pays de la sous-région par langues et par cultures étrangères surimposées. Dorénavant, tous les écoliers devraient apprendre à la fois l'anglais et le français, non seulement afin de supprimer la barrière linguistique mais aussi pour faciliter la coopération sous-régionale.

M. KING (Royaume-Uni) dit que ce qui a été accompli dans les sous-régions constitue probablement les résultats les plus importants obtenus par la Commission économique pour l'Afrique ces deux dernières années. Comme l'a dit le Chef du Gouvernement fédéral militaire du Nigéria, la Commission entre dans une nouvelle phase, et les propositions faites par le Secrétaire exécutif dans l'introduction du document E/CN.14/L.321 semblent bien conçues et pleines d'à propos.

Le Gouvernement britannique est très conscient des difficultés économiques auxquelles se heurtent la Zambie depuis la déclaration illégale d'indépendance de la Rhodésie. Il est particulièrement désireux d'aider la Zambie à s'assurer rapidement de nouvelles voies d'approvisionnement et à mettre en valeur ses ressources en houille et en énergie. Depuis cette déclaration, le Gouvernement britannique a dépensé ou offert près de 24 millions de livres sterling pour l'aide à la Zambie.

Se référant au discours que le Chef de la délégation du Kenya a prononcé à la séance d'ouverture, M. King dit que le Royaume-Uni reconnaît que les pays africains ont besoin de dons ou de prêts à des conditions libérales et avec de longues échéances. Sur les 80 millions de livres sterling de fonds publics que le Royaume-Uni consacre chaque année à l'aide à l'Afrique, plus de 40 millions ont été fournis sous forme de dons en 1965/66. Depuis juillet 1965, la plupart des prêts accordés aux pays

africains sont des prêts sans intérêt et assortis d'échéances de 20 à 25 ans; bien des cas, il y a eu également un moratoire pour le remboursement du principal. Reconnaissant que des engagements d'aide à plus long terme sont nécessaires pour permettre une planification adéquate, le Royaume-Uni a pris de tels engagements envers le Kenya, l'Ouganda, le Malawi, le Lesotho et Botswana. Les experts recrutés pour des fonctions d'exécution, par opposition aux consultatifs, à l'étranger sont passés de 1.905 en 1961 à 5.013 en 1965. Un corps permanent d'experts pour l'outre-mer a été créé au Ministère du développement outre-mer et des possibilités plus nombreuses de formation industrielle au Royaume-Uni sont maintenant offertes.

Dans son discours, le chef de la délégation du Kenya a évoqué le nombre croissant de critiques que suscite, dans les pays développés, l'aide fournie aux pays en voie de développement. Le peuple britannique est très désireux de jouer son rôle dans cette aide, mais il n'aime pas la voir mal exécutée ou utilisée pour des projets peu judicieux. Il réagit avec mauvaise humeur devant tout acte qu'il considère comme injuste et inamical de la part d'un pays auquel le Gouvernement britannique fournit une aide substantielle. En définitive, c'est l'opinion publique qui décide du montant des crédits budgétaires qui seront consacrés à l'aide à l'étranger.

La délégation du Royaume-Uni étudiera soigneusement et avec compréhension les déclarations faites par le chef de la délégation du Kenya. Toutefois, elle manquerait à ses obligations si elle ne disait pas comment, à son avis, la Commission et les pays africains pourraient également aider à améliorer la situation. Les gouvernements africains sont-ils prêts à prendre les décisions politiques nécessaires pour créer les groupements régionaux et les marchés plus larges qui sont essentiels pour un développement à grande échelle ? Les gouvernements africains sont-ils prêts à établir les cadres politiques, juridiques et fiscaux qui attireront les investissements privés ? Les gouvernements africains sont-ils prêts à suivre des politiques financières et économiques saines et à repousser la tentation d'un dangereux endettement auprès de fournisseurs étrangers et d'institutions financières pour des projets d'une viabilité économique parfois douteuse qui leur sont demandés avec insistance par des intérêts commerciaux ? Les gouvernements africains sont-ils prêts à créer et à

entretenir un dispositif administratif efficace, même s'ils doivent pour cela utiliser des conseillers et des agents étrangers jusqu'à ce que leurs propres ressortissants soient capables de prendre la relève ? Les gouvernements africains sont-ils prêts à s'attaquer au problème de la régulation des naissances ? Voilà cinq points fondamentaux dont il faudra tenir compte en considérant une stratégie du développement pour l'Afrique. Le Royaume-Uni est prêt à jouer son rôle et à appuyer à la fois par l'aide bilatérale et par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, les efforts que feront les gouvernements africains, la CEA et la Banque africaine de développement pour accélérer le plus possible le processus de développement, au profit de tous.

M. TIRVENGADUM (Ile Maurice) dit que son pays espère pouvoir participer à la neuvième session de la Commission en tant que membre à part entière. Il a été représenté aux réunions de Lusaka et d'Addis-Abéba sur la coopération économique en Afrique orientale et a signé le projet de protocole d'association. Les petits pays ont à gagner plus encore que les grands à la création de groupements économiques. Pour répondre aux besoins fondamentaux de sa population, l'Ile Maurice doit importer et, par conséquent, exporter. Elle sera heureuse de fournir du sucre à un prix rémunérateur à ses partenaires de la Communauté économique est-africaine et de jouer un rôle dans le développement de la pêche dans l'Océan Indien, au profit des populations des Mascaroignes et d'Afrique orientale qui manquent de protéines. L'une des principales ressources du pays est sa main-d'oeuvre instruite, et le pays convient, par conséquent, pour des industries exigeant peu de capitaux mais une main-d'oeuvre qualifiée et adaptable. De telles industries n'ayant pas pu être créées assez vite, les Mauriciens consentent à émigrer et, comme ils parlent bien l'anglais et le français, ils peuvent enseigner ou exercer d'autres fonctions dans d'autres pays africains et dans les organisations internationales. L'Ile Maurice sera heureuse de discuter de projets possibles avec les pays africains qui sont sous-peuplés et qui auraient intérêt, pour leur économie, à favoriser l'immigration; elle se félicitera d'une assistance de la CEA dans ce domaine. Elle peut accueillir des étudiants étrangers

dans les facultés d'agriculture et de sciences du développement de l'Université de l'Ile Maurice et elle espère qu'en retour, d'autres pays africains offriront des places aux étudiants mauriciens désirant faire des études qu'ils ne peuvent pas faire dans leur pays. Les services de l'Institut de recherches de l'industrie du sucre pourront être mis à la disposition des pays voisins producteurs de sucre. L'Ile Maurice est prête à acheter à d'autres pays africains des articles dont la production ne serait pas rentable chez elle. Il serait bon d'étudier dans le cadre de la Communauté économique est-africaine la question des produits que l'Ile Maurice peut le mieux exporter et celle des produits qu'il vaut mieux qu'elle achète à ses partenaires. L'Ile Maurice est résolument en faveur de cette communauté et est reconnaissante à la CEA du rôle qu'elle a joué dans sa création.

M. JEVTIC (Observateur de la Yougoslavie), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que, si le processus complexe de la transformation économique demeure essentiellement du ressort des pays africains eux-mêmes, on reconnaît néanmoins que les efforts nationaux doivent être appuyés par une vaste collaboration régionale et sous-régionale. Le faible volume des échanges actuels entre pays africains indique que d'importantes possibilités restent à exploiter dans ce domaine. Aussi le Gouvernement yougoslave suit-il avec intérêt le déroulement des programmes de coopération régionale inspirés par la Commission.

Les derniers rapports des commissions économiques régionales et de l'UNCTAD ont révélé que, même dans les conditions les plus favorables, le jeu spontané du mécanisme des échanges mondiaux n'assure pas des possibilités de développement également favorables à tous les pays, dont les structures de production sont différentes et qui se trouvent à des stades de développement divers. Il est donc essentiel que les efforts des pays en voie de développement soient soutenus par des mesures concrètes en matière de coopération et d'assistance internationale.

La Yougoslavie s'efforce avant tout d'intensifier ses relations économiques avec d'autres pays en voie de développement, et ses échanges avec ces pays constituent le secteur le plus dynamique de son commerce extérieur.

Au cours de la période quinquennale 1961-1965, les importations de la Yougoslavie en provenance de l'Afrique ont triplé, tandis que ses exportations à destination du continent ont plus que doublé. Ses relations avec les pays africains sont également caractérisées par l'intensification de la coopération dans le domaine des investissements, des questions techniques et de la formation de personnel; des experts techniques yougoslaves travaillent activement en Afrique et un grand nombre de jeunes Africains font des études dans des universités yougoslaves. D'importants projets de développement sont exécutés par des entreprises yougoslaves dans quatorze pays africains.

Le Gouvernement yougoslave continuera de rechercher les moyens de favoriser l'expansion des échanges de la coopération avec les pays africains en réduisant ou en éliminant les droits de douane imposés aux produits tropicaux et en concluant des accords de traitement préférentiel pour les échanges réciproques.

Son Gouvernement est désireux d'apporter aide et appui à la CEA afin de prouver sa solidarité avec les pays africains. Seule une coopération internationale en faveur du développement de l'Afrique permettra d'améliorer l'entente et d'assurer une stabilité durable dans le monde.

La séance est suspendue à 11h.15 et reprise à 11h.30

M. WALRAVEN (Observateur des Pays-Bas), dit que la coopération avec les pays en voie de développement est l'un des principaux objectifs de la politique de son gouvernement. Celui-ci a engagé environ 130 millions de dollars EU au titre de l'aide au développement pour 1967 et il a l'intention d'atteindre l'objectif de 1 pour 100 du revenu national au cours des prochaines années. Il a fourni des contributions substantielles aux institutions internationales d'aide telles que le PNUD, le Programme alimentaire mondial et l'Association internationale (AID) de développement et il veille à dépenser une part convenable de ses ressources en Afrique. Son Gouvernement fait également partie des groupes consultatifs d'assistance financière tels que ceux qui existent pour le Nigéria, la Tunisie et le Soudan.

Le Gouvernement des Pays Bas fera tout en son pouvoir pour contribuer au succès de l'UNCTAD. Il a approuvé le nouveau chapitre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui a trait au principe selon lequel les pays en voie de développement ont droit à un traitement spécial. Il désire également prendre une part active aux travaux de la nouvelle Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Il a été l'un des premiers gouvernements à faire un don au titre du programme initial des Nations Unies pour financer les projets industriels et, ces dernières années, a fourni un total de 1,7 million de dollars EU à cette fin. L'année précédente il a fait don de 1,4 million de dollars EU pour que l'on intensifie les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la planification, du développement et des projections. Sur cette somme un million de dollars sera réparti entre le Centre de planification et de projections économiques qui est au Siège des Nations Unies et les divisions de planification associées des secrétariats de la CEA, de la CEAEO et de la CEPAL, tandis que 400 000 dollars seront alloués à quatre instituts de planification, y compris l'Institut africain de développement économique et de planification de Dakar.

Les rapports des quatre réunions sous-régionales sur la coopération économique témoignent de l'utilité des travaux entrepris par la CEA dans ce domaine. La Conférence des industriels et des financiers organisée le mois précédent à Addis-Abéba par la CEA a également été très utile. Les Pays Bas ont déjà coopéré à divers projets de la CEA tels que le projet d'aménagement du bassin du Niger et espèrent continuer à soutenir les travaux de la Commission en fournissant les services d'experts néerlandais hautement qualifiés. L'Organisation nationale néerlandaise de recherche dans le domaine des sciences appliquées est prête à coopérer à la réalisation de plusieurs projets mentionnés dans le document E/CN.14/356. Les gouvernements africains peuvent obtenir sur demande un plus grand nombre d'experts néerlandais et de bourses.

Au titre de l'aide bilatérale, le Gouvernement des Pays Bas coopère aux projets d'assistance technique élargie en Afrique à concurrence de plus de 40 millions de florins. Il participe également au financement de projets non commerciaux entrepris par des institutions privées dans les pays africains. Enfin, il existe de nombreux cours d'études internationaux aux Pays Bas, qui peuvent intéresser les universitaires africains.

M. JANDA (Observateur de Tchécoslovaquie), dit que son gouvernement fait grand cas de la contribution qu'apporte la Commission au développement économique et plus spécialement à l'industrialisation des pays africains. Le rôle qu'a joué la Commission dans le Colloque sur le développement industriel en Afrique qui est tenu au Caire l'année précédente et dans les réunions sous-régionales sur la coopération économique facilitera certainement les préparatifs du Colloque international sur l'industrialisation qui doit se tenir à Athènes fin 1967.

Les échanges et les relations économiques entre la Tchécoslovaquie et les pays africains se sont considérablement développés pendant la dernière décennie. En 1957, le volume total des échanges de la Tchécoslovaquie avec les pays africains a été de 100 millions de dollars; il est passé à 180 millions de dollars en 1966. Pendant la même période, les exportations africaines à destination de la Tchécoslovaquie ont augmenté relativement plus vite que les importations africaines en provenance de Tchécoslovaquie et ont atteint 100 millions de dollars en 1966.

Au cours des dix dernières années, la Tchécoslovaquie a exporté moins des produits de consommation qu'elle avait l'habitude de fournir, les pays africains ayant commencé à fabriquer ces produits, mais elle a exporté vers ces pays davantage de machines et de biens d'équipement industriel.

Jusqu'à maintenant, la Tchécoslovaquie a accordé environ 300 millions de dollars de crédit à dix pays africains pour l'achat de machines et d'installations industrielles. La Tchécoslovaquie s'intéresse beaucoup à la formation du personnel administratif et technique requis pour les installations industrielles qu'elle a fournies et elle envoie aussi des experts, spécialistes des questions scientifiques, médicales et autres.

Le représentant de la Tchécoslovaquie fait remarquer à nouveau que son Gouvernement est disposé à faciliter la recherche de solutions aux problèmes des relations économiques internationales, en vue notamment de faire disparaître les grandes inégalités de l'économie mondiale. Il croit que la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce

et le développement entraînera une amélioration sensible de l'ensemble des relations économiques et commerciales entre tous les pays. Enfin, il est convaincu que les activités de la CEA contribueront davantage non seulement au développement économique des pays africains mais aussi à la solution des problèmes intéressant le commerce mondial en général.

M. MUSIELAK (Observateur de la Pologne), déclare que selon son Gouvernement, les pays africains ne peuvent compter, pour atteindre l'objectif principal qui est le leur - c'est-à-dire renforcer leur indépendance - que sur le développement de leur économie et compléter ce développement en coopérant, sur un pied d'égalité, avec les autres pays africains, quels que soient leurs systèmes économiques et politiques.

Dans le domaine de la coopération économique internationale, le Gouvernement polonais partage souvent l'avis de nombreux pays africains. Ainsi, le Gouvernement polonais pense, comme ces pays, que l'industrialisation ne peut ni ne doit être envisagée indépendamment des ressources naturelles d'un pays et la Pologne a été l'un des auteurs d'un projet de résolution concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles qui a été soumis à l'Assemblée générale à sa dernière session. Le Gouvernement polonais a aussi appuyé l'adoption, à la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de la résolution concernant certaine division du travail entre pays industrialisés et pays en voie de développement dans le domaine industriel.

Le Gouvernement de la Pologne se félicite de l'importance des travaux de recherche effectués par la CEA et est heureux de constater qu'un nombre de plus en plus grand de pays africains bénéficie de l'expérience des spécialistes polonais. La formation du personnel administratif et scientifique étant un des problèmes-clé en Afrique, le Gouvernement polonais s'occupe activement de fournir des moyens de formation dans ces domaines.

Son Gouvernement espère aussi renforcer la coopération qui existe entre l'Institut africain de développement économique et de planification, d'une part et les universités et centres de recherches polonais



d'autre part. Il espère également collaborer à la deuxième phase des activités de la CEA, à savoir l'élaboration des études de rentabilité et des études techniques.

M. WAITZENEGGER (Fonds monétaire international) déclare qu'au cours des vingt ans d'existence du Fonds, le nombre des pays membres est passé de 30 - dont trois pays africains - à 105 - dont presque un tiers de pays africains.

Le Fonds demeure en contact permanent avec les pays membres en Afrique grâce à des consultations périodiques et à des entretiens officieux. Ces consultations qui chaque année permettent régulièrement au Fonds d'examiner la situation économique et financière des pays, sont liées au rôle du Fonds en tant qu'organisme chargé de veiller à l'observation des normes internationales en matière de devises et de paiements internationaux. Pour répondre à une demande d'aide financière adressée par un pays éprouvant des difficultés de balance des paiements des accords de principe ont été négociés. Le Fonds a fourni en 1966 et jusqu'en février 1967 une aide financière représentant un montant total de 148 millions de dollars.

Conformément aux dispositions du Protocole d'accord, les activités du Fonds reposent sur des considérations à court et à moyen terme, le financement à long terme du développement incombant à d'autres institutions. Toutefois, le Fonds, connaissant l'importance de ses opérations pour le développement économique des pays membres, coopère étroitement avec les institutions qui s'occupent de financer le développement et notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les institutions qui lui sont affiliées et la Banque africaine de développement. Il a aussi aidé certains pays africains à négocier avec les pays créditeurs des délais de remboursement de dettes.

En 1966, le Fonds a réétudié sa politique afin de savoir comment il pourrait aider davantage ses membres, notamment les pays exportateurs de produits primaires qui, à cause de la chute temporaire des exportations, éprouvaient des difficultés de paiements. A la suite de cette

étude, les accords de financement compensatoire, qui étaient entrés en vigueur en 1963, ont été assouplis. On espérait que cet assouplissement servirait beaucoup aux pays membres en amortissant les effets des fluctuations intervenant dans les exportations. Deux prélèvements ont été faits en vertu des nouveaux accords dont l'un par un pays africain.

Au cours des deux dernières années, le Fonds a beaucoup développé ses activités d'assistance technique. En février 1967, il avait vingt cinq experts en mission dont douze dans des pays africains. Depuis quelques années, le Fonds a envoyé des fonctionnaires dans les pays membres qui ont contribué, par leurs conseils, à assurer la stabilisation monétaire. Dans le domaine de l'assistance technique, le Fonds s'est efforcé de travailler en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les commissions économiques régionales. Jusqu'à présent, les résultats ont été encourageants. Depuis longtemps le Fonds s'occupe activement de la formation du personnel et en 1964, il a créé un Institut chargé d'élargir et de diversifier les programmes de formation. A la fin de 1966, l'Institut avait organisé dix stages de formation, dont sept concernant l'analyse et la politique financières et trois, les techniques relatives à la balance des paiements; 75 participants venant de 31 pays africains ont assisté à ces stages. Le Fonds serait heureux qu'un plus grand nombre de fonctionnaires africains demande à y participer.

Au cours des deux dernières années, le Fonds a effectué au sujet du problème complexe des liquidités internationales, des analyses techniques qui ont apporté de grands éclaircissements sur la question. Les entretiens qui ont eu lieu ont montré que l'expansion des liquidités internationales et le financement du développement étaient deux objectifs distincts mais qu'évidemment la solution du problème des liquidités était inévitablement liée au développement économique.

En conclusion, le Fonds espère vivement participer plus encore à l'effort des pays africains membres et de la CEA en vue d'assurer une croissance économique rapide accompagnée de stabilité.

M. MENECT (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) est heureux de constater que plusieurs orateurs ont souligné l'importance de la formation et de l'éducation pour le développement économique. Dans de nombreux pays, l'éducation devient à juste titre partie intégrante de la planification nationale. Il pense que les réunions périodiques des ministres de l'éducation nationale sont très utiles pour l'élaboration des politiques appropriées en matière d'éducation, lesquelles ne doivent pas nécessairement être conformes au système américain ou européen, mais s'efforcer de préserver la personnalité africaine et l'héritage culturel de l'Afrique. Cela ne veut pas dire qu'il faille exclure l'aide précieuse qui pourrait être apportée par les cultures et les connaissances étrangères.

Depuis 1961, l'Unesco a triplé son budget concernant les activités en Afrique et elle a détaché des missions d'experts dans trente pays africains. Elle aide les gouvernements à préparer des programmes d'éducation et elle participe aux travaux de l'Institut africain de développement économique et de planification.

M. TUMLIR (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) déclare que le secrétariat de son Organisation, la plupart des pays africains étant actuellement Parties contractantes du GATT s'intéresse constamment à la position de leur balance des paiements et aux moyens propres à la renforcer. Il s'efforce de déterminer les répercussions sur le commerce et l'aide, des plans de développement des divers pays, les perspectives de marché pour les principaux produits africains d'exportation et les possibilités d'intensifier le commerce intra-régional. Ces travaux demandent la coopération la plus étroite avec toutes les autres organisations qui s'intéressent au développement économique international.

Le GATT continuera de collaborer étroitement avec la CEA, en particulier dans l'étude des courants et de la structure des échanges intra-africains; les deux organisations ont déjà accompli une tâche utile en effectuant une collaboration avec la FAO une étude du commerce

ouest-africain en bétail, viande et produits carnés. A son avis, il convient de surmonter simultanément les deux catégories d'obstacles qui freinent les échanges et qui résultent respectivement de la politique commerciale et de l'insuffisance de l'infrastructure. En faisant intervenir plusieurs variables, il serait plus facile de réaliser un équilibre entre les concessions et les avantages pour chaque pays participant. Une libéralisation des échanges profiterait certainement à la région, mais elle ne peut être réalisée que si chaque pays y trouve son avantage. La pratique en cours veut que les accords commerciaux soient examinés par les Parties contractantes en bloc de façon que tous les intérêts légitimes soient sauvegardés. La considération essentielle qui doit entrer en ligne de compte, c'est le bien-être économique et le progrès des pays qui ont signé l'Accord. A une session récente du Comité du GATT sur le commerce et le développement, les Parties contractantes ont réaffirmé leur intention de réserver un accueil favorable à tout accord commercial permettant un élargissement des marchés régionaux et sous-régionaux, grâce auxquels on pourrait arriver à une meilleure utilisation et par conséquent une expansion plus rapide de la capacité de production.

Aux derniers stades des négociations Kennedy, on s'efforce d'assurer que les offres concernant les produits d'intérêt particulier pour les pays en voie de développement soient maintenues et, autant que possible, améliorées. De nombreuses concessions ont été faites en ce qui concerne les produits qui présentent un intérêt immédiat pour les pays africains, principalement en Afrique du nord, qui commence déjà à exporter des produits manufacturés et semi-manufacturés vers les pays industrialisés. On a envisagé la réduction ou l'élimination des droits sur les produits tropicaux mais des difficultés ont surgi surtout parce que quelques pays africains bénéficient de régimes préférentiels sur certains marchés. L'importance de ces préférences pourrait être réduite grâce à une diminution des tarifs de la nation la plus favorisée auxquels ces préférences ont été accordées et cette diminution ne pourrait donc être réalisée que si d'autres accords garantissant des avantages équivalents

aux exportateurs africains intéressés étaient conclus et entrent en vigueur au même moment. Les débats ont montré cependant que sur les marchés des autres pays industrialisés les tarifs sur les produits tropicaux pouvaient être réduits ou éliminés.

Dans le cadre des négociations Kennedy, les pays en voie de développement du GATT ont commencé à étudier la possibilité d'intensifier leurs échanges mutuels grâce à un échange de concessions tarifaires et il a été reconnu que la libéralisation des échanges résultant de ces efforts pouvait contribuer au succès des négociations. Les pays en voie de développement intéressés sont handicapés par un manque de renseignements récents sur les conditions relatives aux marchés, la structure actuelle des échanges et la réglementation des importations dans les divers pays. En recherchant de nouveaux débouchés en dehors de l'Afrique, les gouvernements et les organismes d'exportation pourraient profiter des facilités offertes par le Centre du GATT pour le commerce international, qui fournit des mercuriales, des avis sur la recherche de débouchés et sur l'organisation des services d'exportation, ainsi que sur la formation en matière de développement des exportations. Ce Centre assure la formation des candidats en provenance des pays en voie de développement grâce à des cours théoriques organisés dans des pays industrialisés et il assure également la formation en cours d'emploi. Il a organisé un cours de trois mois portant sur le développement des exportations et destiné à 20 candidats africains; ce cours doit débiter en septembre 1967. Le service consultatif de développement des échanges, qui dépend du Centre, a entrepris sept missions sur place afin de créer ou d'améliorer les services de développement des exportations.

En collaboration avec la CEA et le PNUD, le GATT a organisé pendant plusieurs années des cours de brève durée portant sur l'élaboration des politiques commerciales et sur les négociations commerciales, destinées aux fonctionnaires subalternes des gouvernements africains. Ces cours sont organisés deux fois par an et sont donnés alternativement dans des pays africains francophones et anglophones. En 1967, on envisage d'organiser ces cours à Kinshasa et à Lusaka.

M. BURNEY (Banque internationale pour la reconstruction et le développement précise que, depuis juin 1966, la Banque, l'Association internationale de développement et la Société financière internationale (SFI) ont accordé des prêts, des crédits et des investissements à 11 pays africains pour un montant total de 123 millions de dollars, soit 70 pour 100 de plus qu'au cours de l'année précédente. L'Association internationale de développement a accordé des crédits pour un montant d'environ 49 millions de dollars à six pays africains, ce qui représente une augmentation de plus de 70 pour 100 par rapport à 1966. Deux des nouveaux projets de l'Association internationale de développement concernent l'enseignement : 7 millions de dollars sont destinés à l'expansion de l'enseignement secondaire et technique et des écoles normales au Kenya, tandis qu'un crédit de 13 millions de dollars permettrait d'accueillir à peu près 20.000 étudiants de plus dans les écoles secondaires et les centres de formation agricole de la Tunisie. Ces projets revêtent une grande importance étant donné que l'Afrique a grand besoin de cadres moyens.

En août 1966, la SFI, de concert avec des investisseurs européens et locaux, a financé la construction de la première usine d'engrais sur la côte de l'Afrique de l'ouest (Sénégal). Au mois de décembre de la même année, elle a contribué à financer la mise en place d'installations et de services touristiques en Kenya.

La Banque et ses succursales ont fourni jusqu'ici 1,535 milliard de dollars destinés à 109 projets dans 32 pays africains. Les résultats ont été encourageants mais ils sont loin d'être suffisants. Les succès remportés en Afrique demanderaient une très large coopération, non seulement entre les donateurs et les bénéficiaires de l'aide, mais également entre les pays africains eux-mêmes. Il se félicite des efforts concertés de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal en vue de l'aménagement du bassin du Sénégal. La Banque africaine de développement donnera une nouvelle impulsion à cette évolution et la Banque internationale est prête à apporter toute l'aide qui est en son pouvoir.

On note dans les activités de la Banque une tendance croissante vers une coordination plus étroite de l'assistance financière et technique provenant de sources diverses. Depuis 1958, un certain nombre de pays africains ont reçu une aide coordonnée sous les auspices de la Banque. Pour rendre cette aide plus efficace, la Banque et l'Association internationale du développement ont pris part avec les gouvernements et les institutions intéressés à la préparation, ainsi qu'au financement et à l'administration conjoints des projets. C'est ainsi qu'en Somalie, l'Association internationale de développement, le PNUD, le Marché commun et le Gouvernement somalien ont mis en commun leurs ressources techniques et financières afin de fournir le personnel des Services du trafic routier et pour financer la construction d'une grande route.

La Banque coopère avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies à l'élaboration de projets. Dans le secteur agricole, si l'élaboration des projets et leur financement ultérieurs sont parfois entravés, il faut l'attribuer à l'absence d'une politique gouvernementale et de mesures capables d'assurer une réforme agraire et d'autres changements d'ordre institutionnel. Deux missions permanentes ont été créées à Abidjan et à Nairobi pour aider à déterminer les projets bancables, notamment dans le secteur de l'agriculture et des transports.

M. ABDELMONEIM (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) souligne la nécessité de renforcer la collaboration entre son organisation et la CEA qui a déjà travaillé en coopération avec le Centre pour le développement industriel notamment pour organiser le Colloque sur le développement industriel en Afrique. Décrivant brièvement les étapes de la création de l'ONUDI, le mandat de cette Organisation et sa structure, il en explique la double nature des travaux, orientés d'un côté vers l'aide concrète et de l'autre, vers la recherche.

Au titre du programme spécial de services industriels de l'ONUDI, financé par les contributions volontaires des gouvernements et administré conjointement avec le PNUD, des projets ont été approuvés pour la création d'une usine de pâte à papier en Côte-d'Ivoire, d'une aciérie au Libéria,

d'une manufacture de sac en jute au Ghana, de domaines industriels au Malawi, d'ateliers de construction mécanique et électrique en Tunisie et d'une usine de pâte de bagasse en République arabe unie. L'ONUDI examine actuellement les demandes d'aide qui lui ont été adressées par les pays suivants : Algérie (réorganisation des industries), Maroc (extraction du cuivre et du fer), Soudan (construction d'usines) et Tunisie (manufacture de ciment et d'acide sulfurique à partir du gypse).

La prochaine réunion du Conseil pour le développement industriel devrait servir à réorienter les activités de l'ONUDI, en les rendant plus efficaces et en les coordonnant davantage aux autres travaux de l'Organisation des Nations Unies qui touchent à l'industrialisation des pays en voie de développement.

Une attention particulière serait donc accordée aux problèmes de l'interdépendance des opérations de préinvestissement et des investissements industriels proprement dits. L'ONUDI s'efforcera d'intéresser les institutions financières aux projets et d'obtenir de leur part des engagements en vue d'une participation financière si les études techniques se révèlent favorables, afin de combler le fossé qui, étant donné le système actuellement en vigueur aux Nations Unies sépare les activités de préinvestissement et de financement. Cet écart constitue un obstacle majeur à l'industrialisation de l'Afrique. L'ONUDI maintiendrait donc des contacts étroits avec les institutions financières, tout particulièrement avec la Banque africaine de développement.

L'Assemblée générale a chargé l'ONUDI de la coordination de toutes les activités des Nations Unies liées au développement industriel. Après la récente réunion des Secrétaires exécutifs des Commissions économiques régionales et des directeurs des institutions spécialisées, l'ONUDI a décidé d'entreprendre un programme expérimental de coordination. Il a également été décidé que l'UNCTAD et l'ONUDI combindraient leurs activités en matière de développement des exportations de produits manufacturés et un groupe mixte UNCTAD/ONUDI a été constitué afin de conseiller les pays en voie de développement à ce sujet. Les autres



activités communes comprendront notamment une réunion chargée d'étudier les politiques gouvernementales en matière de développement des exportations, avec la participation de représentants des Commissions économiques régionales et d'observateurs, des missions préparatoires dans les trois régions en voie de développement et l'organisation de cours de formation portant sur le développement des exportations.

En collaboration avec la CEA, l'ONUDI organisera en septembre 1967 à l'Institut africain de développement économique et de planification un cours de planification et de programmation industrielles.

M. STROM (Organisation de l'aviation civile internationale) souligne le rôle important des transports et tout particulièrement des transports aériens, pour le développement économique et il attire l'attention des participants sur le document E/CN.14/390, où sont exposées les activités de son organisation en Afrique au cours de la période 1965-1966.

En 1967-1968, l'OACI accordera aux pays africains une aide technique d'un montant de 1,5 million de dollars, soit 30,4 pour 100 du programme global d'assistance. Cette organisation attache la plus grande importance à la formation, et ses experts travaillent dans 26 pays. Des moyens de formation supérieure existent dans les centres de formation à l'aviation civile des villes suivantes : Le Caire, Casablanca, Kinshasa, Tunis et Zaria. Un nouveau centre sera ouvert bientôt à Nairobi. Le répertoire des moyens de formation en Afrique vient d'être terminé et il sera bientôt distribué. Donnant quelques détails sur le Centre nigérien de formation à l'aviation civile, M. Strom précise que le PNUD a fourni environ 1,8 million de dollars alors que la contribution de contrepartie de la Nigéria a été d'environ 4 millions de dollars. Le coût élevé de ce projet est amplement justifié en raison des vastes installations modernes qu'il permettra de créer. On prévoit que ce centre formera des instructeurs, des techniciens et des administrateurs africains destinés à servir dans l'aviation civile, et qui assureraient à leur tour la formation d'étudiants de la Nigéria et d'autres pays africains.

La séance est levée à 13h45